© 2025 La Presse inc. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news·20250928·LAA·ec64a4c4ad2c379d94e0b58510193496

Nom de la source
La Presse+

Type de source
Presse • Journaux

Périodicité
Quotidien

Couverture géographique
Provinciale

Provenance
Montréal, Québec, Canada

Dimanche 28 septembre 2025

La Presse+

• p. CONTEXTE_2

• 1540 mots

La menace étrangère

Antoine Trépanier
La Presse

Du Yukon, où elle vit, Kluane Adamek a suivi de près la rencontre entre les présidents Vladimir Poutine et Donald Trump à Anchorage, en Alaska, le mois dernier.

Kluane Adamek est la cheffe régionale du Yukon à l'Assemblée des Premières Nations. Elle demeure à environ 250 km de l'Alaska. À vol d'oiseau, le sommet avait lieu à un peu plus de 500 km de chez elle.

« Des gens étaient un peu perturbés par la proximité de cette réunion, confie-t-elle en entrevue. Elle n'était pas à la frontière [de nos communautés], mais suffisamment proche pour qu'on en soit conscients et qu'on éprouve ce malaise. »

Ce que ressentent Larry Audlaluk et Kulane Adamek est « carrément » légitime, soutient Maïtée Quirion, doctorante en renseignement et sécurité à l'Université de Buckingham, au Royaume-Uni, et spécialiste de l'Arctique.

Au Canada, on n'a pas une population qui habite dans le Nord qui est aussi grande, par exemple, que les populations nordiques dans d'autres pays arctiques. Je pense que les premières personnes qui vont être affectées par les menaces nordiques vont être les peuples qui habitent dans ces régions-là.

Maïtée Quirion, doctorante en renseignement et sécurité à l'Université de Buckingham

L'Arctique constitue environ 40 % du territoire canadien et compte près de 150 000 habitants, dont environ la moitié sont autochtones.

Le Canada semble avoir réalisé que sa souveraineté n'est plus une garantie. Que sa géographie ne la protège plus comme avant. Que les changements climatiques permettent une navigation moins complexe dans les eaux glaciales, ouvrant ainsi la voie à la navigation et à l'exploration par des pays concurrents ou même ennemis.

Si le ministre de la Défense nationale, David McGuinty, considère toujours les Américains comme de fidèles alliés et non une menace, il en est tout autrement pour la Russie et la Chine.

Selon le Canada, la Russie a établi une forte présence militaire « profondément troublante » dans l'Arctique qui pourrait nuire au déploiement de militaires canadiens. On parle de plateformes aériennes et navales russes équipées de systèmes de missiles capables de frapper l'Europe et l'Amérique du Nord.

Rencontre entre les présidents Donald Trump, des États-Unis, et Vladimir Poutine, de la Russie, à Anchorage en Alaska, au mois d'août
.
PHOTO GAVRIIL GRIGOROV, ARCHIVES REUTERS

Voyezun passage de la Politique étrangère du Canada pour l'Arctique

Peu de menaces à l'intégrité territoriale

Ottawa et la majorité des experts consultés par La Presse estiment que les risques d'attaque dans l'Arctique sont « faibles ».

Le codirecteur de l'Outer Space Institute de l'Université de la Colombie-Britannique, Michael Byers, reconnaît qu'il y a de « sérieux défis » en Arctique, mais estime que l'intégrité territoriale du Canada n'est pas menacée sérieusement.

Si la Russie a déjà la moitié de l'Arctique comme territoire incontesté, pourquoi voudrait-elle ajouter davantage de territoire à cela ?, demande-t-il.

« Les Américains ont déjà accès aux

Ce document est réservé à l'usage exclusif de l'utilisateur désigné par Feed-CisionOne-(PDF-Access) et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

ressources canadiennes depuis des décennies », écrit-il dans un échange de courriels. Puis la Chine veut simplement des ressources. Beaucoup de ressources. Mais elle ne prévoit pas de déployer des militaires au Canada.

N'empêche, le fédéral observe « un certain nombre de menaces ».

En entrevue, le président de l'Institut canadien des affaires mondiales, David Perry, explique que la Chine et la Russie ont accru leur agressivité en matière de revendications territoriales.

Selon lui, le Canada aurait énormément de difficulté à défendre de manière adéquate son territoire arctique dans un contexte, toutefois, où il serait tout aussi difficile pour l'agresseur de s'en emparer en raison des défis géographiques.

En ce sens, la plus grande préoccupation à laquelle nous sommes confrontés est […] que l'Arctique est l'endroit le plus susceptible d'être le théâtre d'une attaque de missiles contre l'Amérique du Nord en raison de sa géographie, et nous devons être prêts à nous défendre contre cela plus que contre quiconque venant s'emparer d'un territoire.

David Perry, président de l'Institut canadien des affaires mondiales

Au début du mois, dans la foulée du sommet Trump-Poutine en Alaska, des drones russes à destination de l'Ukraine ont été interceptés en Pologne, suscitant l'ire des membres de l'OTAN, dont le Canada.

Une semaine plus tard, c'était au tour de la Roumanie d'en intercepter. L'Estonie a aussi dénoncé récemment la violation de son espace aérien par trois avions de chasse russes.

En entrevue, le ministre David McGuinty refuse de dire si des drones russes ont été interceptés dans le ciel canadien, puisqu'il s'agit d'« informations classifiées ».

Ce que le gouvernement peut dire, cependant, c'est que ses adversaires ont recours à des activités d'espionnage et d'ingérence, à des opérations cybernétiques et à des campagnes de désinformation ciblant les Canadiens, dont ceux qui vivent dans le Nord.

Pas assez d'« yeux »

Des militaires canadiens terminent ces jours-ci une mission dans la région qui vise notamment le renseignement.

Le hic, selon le professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal Justin Massie, c'est que le renseignement canadien est inadéquat. « Il manque des yeux pour voir l'activité dans cet immense territoire », dit-il.

Il n'y a pas assez de radars, de satellites en basse orbite, de drones, de capteurs maritimes sous-marins, de sous-marins et de navires, selon lui. Ottawa a d'ailleurs annoncé le mois dernier son intention d'acquérir une douzaine de sous-marins de construction allemande ou sud-coréenne d'ici quelques années pour protéger le Grand Nord. La douzaine d'appareils aura notamment la tâche de surveiller les près de 37 0000 îles de l'archipel arctique, entouré de glace de façon presque permanente.

Si on est en conflit contre la Chine ou contre la Russie, le territoire canadien pourrait être exposé bien sûr à ces adversaires-là, et on serait super vulnérables, parce que notre capacité de détecter ce qui est dans nos eaux et dans notre ciel est faible. Et si on ne peut pas le détecter, on peut encore moins l'intercepter.

Justin Massie, professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal

L'ancien patron du Service canadien du renseignement de sécurité Ward Elcock concède qu'il n'y a « jamais assez de renseignements ».

« Et évidemment, si notre relation avec les États-Unis se détériore, cela pourrait nuire à notre accès aux renseignements », explique-t-il.

Pour le ministre McGuinty, le renseignement canadien est « extraordinaire », puisqu'il peut aussi compter sur ses alliés traditionnels comme les États-Unis, le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande et l'Australie, du groupe « Five Eyes ».

Qui plus est, en rattachant la Garde côtière canadienne au ministère de la Défense nationale comme il vient de l'annoncer, le Canada ajoute un outil supplémentaire de renseignement, selon lui.

Et Ottawa n'a pas fini d'investir, comme en fait foi son intention de dépenser 5 % de son produit intérieur brut en défense comme le demande l'OTAN.

Des milliards de dollars seront dépensés dans les 20 prochaines années. L'argent servira notamment à l'achat de 12 nouveaux sous-marins qui seront construits dans la prochaine décennie, de nouveaux brise-glaces et d'avions de chasse F-35.

Puis, il y a ce super radar australien, le « radar transhorizon pour l'Arctique », qui sera établi dans le sud de l'Ontario.

Ce document est réservé à l'usage exclusif de l'utilisateur désigné par Feed-CisionOne-(PDF-Access) et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Le Canada versera 6 milliards de dollars pour l'acquérir. Il sera pleinement opérationnel d'ici 2042.

Je suis extrêmement préoccupé parce qu'on est dans une zone, pour les 10 prochaines années, de plus haute vulnérabilité au Canada.

Justin Massie, professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal

M. Massie explique qu'en raison d'une négligence dans l'approvisionnement dans les années 1990 et 2000, le Canada se retrouve avec des appareils vieillissants et doit patienter des années avant d'avoir de l'équipement à la fine pointe. Dans l'Arctique, le Canada est vulnérable.

Pendant ce temps, les Chinois et les Russes ont des ressources militaires qui n'ont pas d'égal ici.

De passage à Iqaluit en mars dans le cadre de son premier voyage à titre de premier ministre du Canada, Mark Carney a annoncé 420 millions de dollars supplémentaires pour accentuer la présence des Forces armées canadiennes en Arctique et soutenir une présence militaire « quasi permanente » pour intensifier ses opérations.

Mais comme s'en inquiète Larry Audlaluk, qu'arrivera-t-il si un sous-marin russe devait sortir de l'eau près de Grise Fiord ?

« La capacité du Canada de répondre rapidement et d'être au courant de ces situations-là n'est vraiment pas développée, ce qui fait en sorte qu'on a vraiment un gros bout à rattraper », explique la chercheuse Maïtée Quirion.

Illustration(s) :

Kluane Adamek, cheffe régionale du Yukon à l'Assemblée des Premières Nations

.

PHOTO SEAN KILPATRICK, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Des soldats de divers pays, dont le Canada, les États-Unis, la Finlande et la Suède, participent à des exercices militaires près de Tuktoyaktuk, dans les Territoires du Nord-Ouest, en février.

.

PHOTO GAVIN JOHN, ARCHIVES THE NEW YORK TIMES

Le ministre de la Défense nationale, David McGuinty

.

PHOTO JUSTIN TANG, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Des soldats canadiens passent devant des radars lors d'exercices militaires, en mars dernier.

.

PHOTO GAVIN JOHN, ARCHIVES THE NEW YORK TIMES

Illustration des futurs brise-glaces canadiens

.

IMAGE FOURNIE PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA, ARCHIVES LA PRESSE

Mark Carney (à droite) a rencontré le premier ministre du Nunavut P.J. Akeeagok, à Iqaluit, lors de son premier voyage à titre de premier ministre du Canada, en mars.

.

PHOTO SEAN KILPATRICK, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Ce document est réservé à l'usage exclusif de l'utilisateur désigné par Feed-CisionOne-(PDF-Access) et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.